

Les opinions économiques des enseignants-chercheurs français : premiers résultats d'une enquête nationale

Abel François*, Cal Le Gall[†] et Raul Magni-Berton^{‡§}

October 11, 2014

Abstract

Cette note présente les premiers résultats d'une enquête réalisée en 2011 sur les opinions économiques des enseignants-chercheurs et chercheurs en poste en France. Ces résultats montrent que les académiques se distinguent négativement de la population française sur les principes fondamentaux de l'économie de marché : la concurrence, la propriété des moyens de production, le profit et la capacité d'entreprendre. De plus, les opinions sur la mondialisation font apparaître des distinctions très importantes entre circulation des personnes, des biens et des capitaux. Enfin, au travers d'une question sur l'allocation des ressources rares, nous pouvons constater le peu de faveur dont bénéficie l'allocation marchande comparativement à une solution administrative. Ces résultats appellent alors une analyse empirique approfondie et au renouvellement des études sur les opinions et valeurs des académiques.

Mots clés : opinions et croyances économiques ; académiques.

JEL Classification: E4, E47.

*EM Strasbourg Business School, Université de Strasbourg (LaRGE), et Telecom ParisTech (dép. SES).

[†]University of Salzburg (SCEUS)

[‡]IEP Grenoble (PACTE)

[§]Les auteurs tiennent particulièrement à remercier Pierre Bréchon, Nicolas Eber et Nicolas Sauger pour leurs relectures et leurs conseils avisés sur le questionnaire, ainsi que Pierre-Guillaume Méon pour nos discussions en amont de cette enquête.

1 Introduction : les enjeux des opinions économiques des académiques

Les enseignants-chercheurs du supérieur ¹ occupent une place particulière dans l'organisation sociale. En effet, ils ont une triple fonction, à la fois de formation des générations accédant à l'enseignement supérieur, de production et de diffusion du savoir scientifique, et enfin de production d'expertises techniques ou sociales auprès d'institutions gouvernementales ou de la société civile.

Dès lors les enjeux pour la connaissance des phénomènes économiques des croyances et opinions des élites académiques ne sont pas anodins. Même si ces enjeux sont apparus récemment dans la théorie économique, leur rôle important a été mis en évidence. En effet, plusieurs études récentes ont montré l'importance des effets des croyances individuelles - ou plus globalement de l'idéologie comme chez North (1988 et 1990)- , en particulier sur la croyance (Guiso *et al.*, 2006), sur les politiques redistributives (notamment Alesina et Angeletos, 2005, et Bénabou et Tirole, 2006) ou sur les réformes économiques (notamment Saint-Paul, 2010). Or du fait de leurs rôles de production et de diffusion des savoirs, les académiques sont au centre de ces phénomènes de croyance au sein d'une société.

Quelques études ont tenté de décrire et d'analyser les opinions économiques. Mais dans la plupart des cas, elles se sont concentrées soit sur des populations générales au travers d'enquêtes nationales (comme l'enquête PISJ en France) ou internationales (Eurobaromètre, ESS, EVS ou ISSP), soit sur des populations plus restreintes comme celle des économistes (Wasmer et Mayer, 2009, pour la France et Whaples, 2006, ou Caplan, 2002, pour les USA) ou des étudiants (pour les références les plus récentes, voir Cipriani *et al.*, 2009 et Goossens et Méon, 2010). A notre connaissance, il n'existe aucune enquête à un niveau intermédiaire portant sur les académiques ou les universitaires. C'est tout l'objectif du sondage que nous avons réalisé en 2011 par internet auquel environ 2000 personnes ont participé : connaître, entre autres choses, les opinions économiques des enseignants-chercheurs en poste en France.

Les premiers résultats descriptifs montrent tant en niveau absolu qu'en comparaison avec la population française, que les EC ont une perception plutôt négative du fonction-

¹Par la suite, nous dénommons cette population EC ou académiques

nement de l'économie de marché. Ces perceptions s'accompagnent d'opinions sur la mondialisation marquées par une forte distinction entre la libre circulation des personnes et celle des capitaux. Enfin, plus globalement, la population des académiques français fait preuve d'une réticence importante vis-à-vis du mécanisme d'allocation d'une ressource rare par le marché et tend à exprimer une préférence très marquée pour l'allocation administrative. Alors qu'il existe plusieurs travaux insistant sur différents facteurs explicatifs, ils n'épuisent pas pour autant le sujet et, surtout, ne parviennent pas à une explication convaincante pour le cas français.

La suite de la note est organisée de la manière suivante. La prochaine section présente l'enquête et la méthodologie utilisée. Puis nous détaillons les résultats portant sur les fondements de l'économie de marché autour de cinq questions. Ces questions nous permettent d'effectuer une comparaison entre la population des EC et la population française. La section suivante évoque la question de la perception de la mondialisation, puis, dans une perspective plus synthétique, nous présentons les réponses à une question sur l'allocation d'une ressource rare. Enfin, nous exposons les pistes explicatives de la singularité des EC en conclusion, appelant au développement de nouvelles analyses dans ce domaine.

2 Présentation de l'enquête

Afin de connaître les attitudes, opinions et croyances des EC français, notamment dans le domaine de l'économie, nous avons mené un sondage en ligne de février à juillet 2011². Nous avons sollicité par courrier électronique tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche français, ainsi qu'un certain nombre d'associations professionnelles afin qu'ils relaient la diffusion de l'enquête. En plus d'informations sur les caractéristiques sociodémographiques ainsi que sur les carrières des EC, le questionnaire comportait des questions sur les opinions, croyances et valeurs en matière économique. Dans ce cadre, une comparaison plus facile avec la population française a été rendue possible par l'utilisation d'un certain nombre de questions provenant directement d'autres enquêtes nationales ou internationales. Au final, environ 2000 personnes ont participé à cette enquête. L'échantillon à notre disposition regroupe tous les domaines de la recherche académique

²Une présentation générale du sondage (la méthode, les techniques de sollicitation, l'échantillon, les résultats, etc.) est disponible à l'adresse : <http://academicsopinions.wordpress.com/>.

ainsi que tous les statuts et tous les types d'établissements d'enseignement et de recherche français ³.

Même si la population mère est difficile à caractériser, nous sommes plutôt confiants quant à la qualité de notre échantillon. Si l'on regarde à la fois la répartition par statuts (MCF, Pr, CR et DR), par type d'établissements (Université, Ecoles, Etablissements de recherche), et par domaine de recherche ou encore par répartition géographique, il apparaît que notre échantillon ne souffre pas de biais systématique, même si certains domaines scientifiques sont plus représentés que d'autres. On peut notamment noter que toutes les sections du CNU sont présentes dans l'échantillon. ⁴. Nous disposons ainsi d'une base de données relativement fiable nous permettant d'examiner de façon approfondie le système de valeurs des EC.

3 Perceptions des fondements de l'économie de marché

Parmi l'ensemble des informations collectées lors de notre enquête, nous avons sélectionné cinq questions portant sur quelques-uns des fondements de l'économie de marché : les deux premières portent sur la concurrence, la troisième sur la propriété des moyens de production, la quatrième sur l'esprit d'entreprise et la dernière sur la question des profits dans l'économie. Nous retrouvons ainsi quatre des principaux fondements de l'économie de marché qui repose sur la propriété privée, la concurrence, la liberté d'entreprendre ainsi que sur le rôle incitatif du profit (ou des pertes) dans les décisions ⁵. Pour toutes ces questions, nous sommes en mesure de faire une comparaison avec la population française, puisqu'elles sont identiques à celles posées dans le cadre de l'*European Values Study* (EVS) en 2008 ⁶.

Les deux premières questions traitent de la concurrence et se distinguent l'une de l'autre par le niveau d'évaluation de son incidence. La première porte sur l'évaluation sociale des

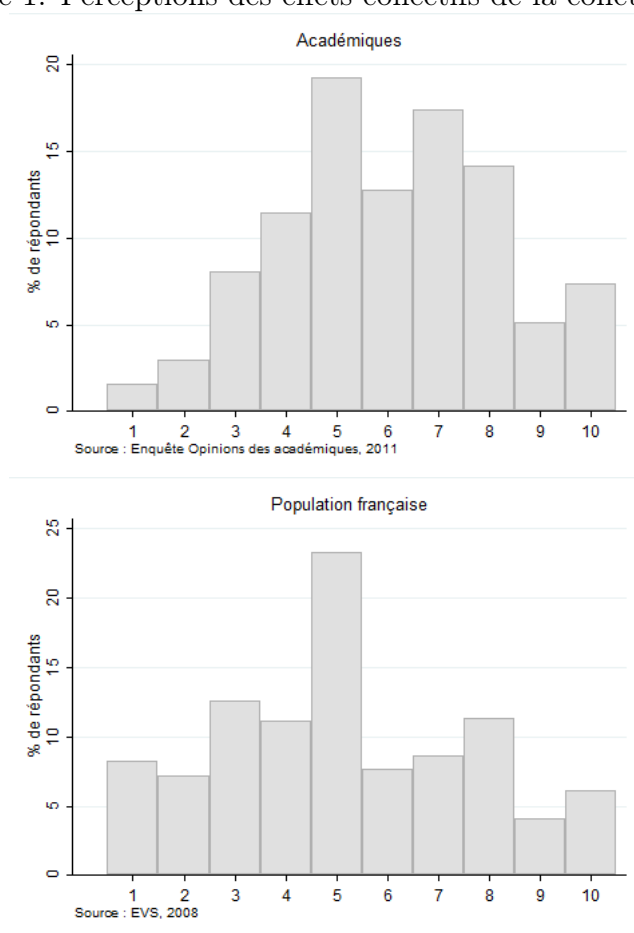
³Nous les remercions une nouvelle fois chaleureusement pour le temps qu'ils lui ont consacré, ainsi que les personnes qui ont accepté de diffuser l'information autour de l'enquête.

⁴Le détail de la distribution des répondants est donné sur le site cité précédemment

⁵Il manque un élément important de l'économie de marché : les prix en tant que mécanisme incitatif et vecteur d'informations. Mais la perception de cette caractéristique technique est difficile à appréhender à travers un questionnaire.

⁶L'European Values Study est une enquête internationale qui a lieu tous les 9 ans et qui porte sur les valeurs des européens. En 2008, elle contenait 3 071 observations pour la France ; pour une description détaillée du volet français, voir Bréchon et Tchernia (2009).

Figure 1: Perceptions des effets collectifs de la concurrence



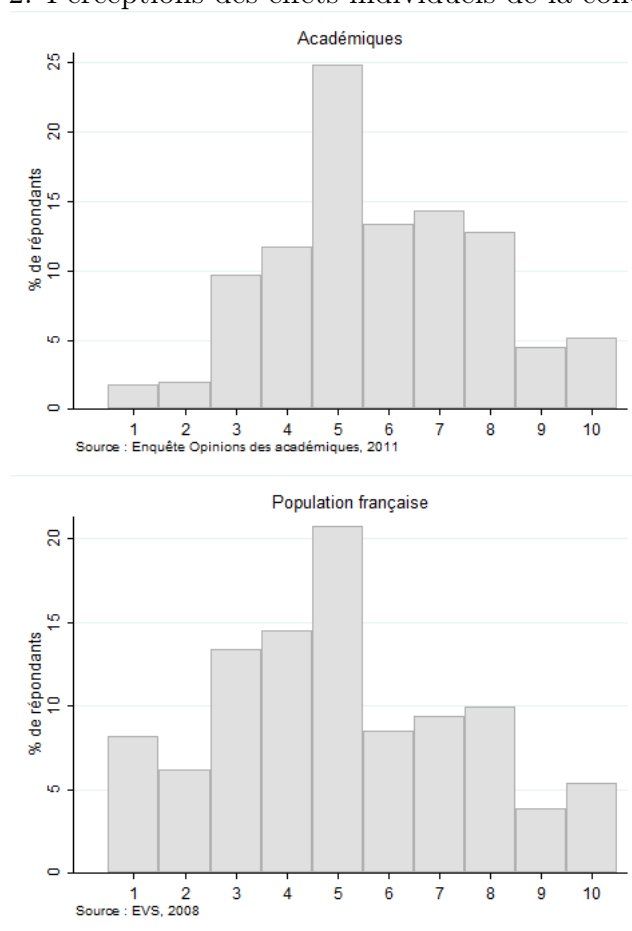
Question: "A votre avis, la concurrence ...
1 favorise le consommateur et la croissance économique
10 conduit au gaspillage et provoque de graves problèmes sociaux"

effets de la concurrence dans une perspective collective. Il s'agit pour le répondant de détailler son évaluation sur une échelle allant de 1 à 10 à partir de la question : "A votre avis, la concurrence ...1) favorise le consommateur et la croissance économique et 10) conduit au gaspillage et provoque de graves problèmes sociaux". La Figure 1 détaille la distribution des réponses parmi les académiques de notre enquête ainsi que pour la population française.

Nous pouvons remarquer que si la proportion de répondants se situant sur la catégorie centrale "5" est à peu près identique dans les deux populations (19,2% pour les académiques et 23,3% pour la population en générale), la répartition en deçà et au-dessus diffère grandement. En effet, 24% des EC interrogés ont choisi une position inférieure à 5 se rapprochant de la perception positive des effets collectifs de la concurrence ("favorise le consommateur et la croissance économique"), alors que cette proportion est de 39% parmi la population française, soit un écart de 15 points de pourcentage. Qui plus est, la différence se fait principalement sur les valeurs les plus faibles (donc les positions les plus positives) "1" et "2". Inversement, la part des académiques se situant au-delà de "5" et se rapprochant ainsi de la perception négative des effets collectifs de la concurrence ("conduit au gaspillage et provoque de graves problèmes sociaux") est nettement plus importante, de l'ordre de 57% (contre 38% pour la population totale) soit presque 20 points d'écart. Il apparaît donc que la perception des effets collectifs de la concurrence est différente entre la population des EC et la population française, et que cette évaluation se révèle bien plus négative dans le cas des EC.

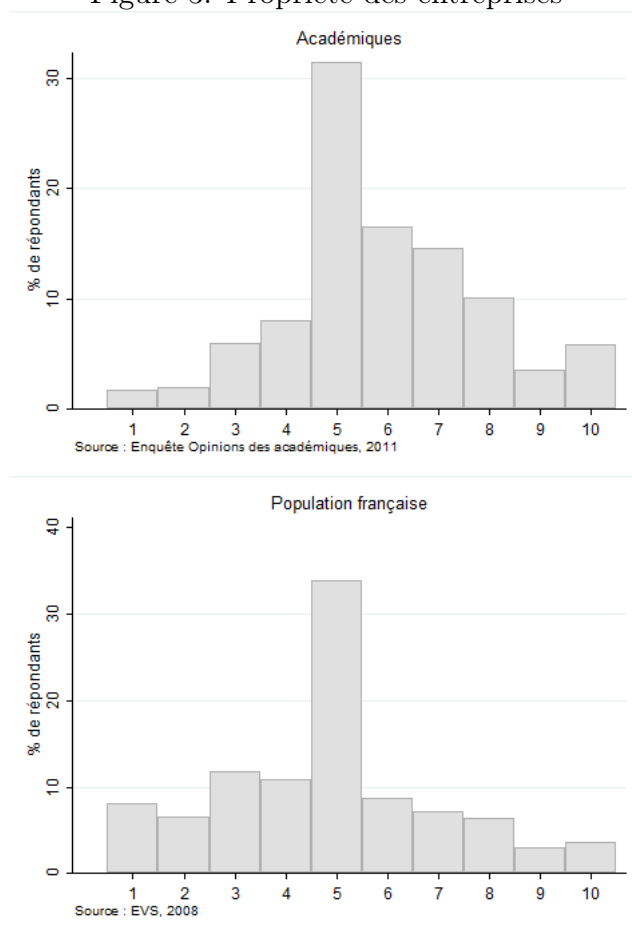
La seconde question portant sur la concurrence adopte un point de vue microéconomique quant à l'évaluation de ses conséquences. Avec le même mécanisme d'auto-placement sur une échelle de 1 à 10, l'intitulé est "A votre avis, la concurrence est ...1) une bonne chose, elle pousse les gens à travailler dur et à trouver de nouvelles idées et 10) dangereuse, elle conduit à développer ce qu'il y a de pire chez les gens". La distribution des réponses (Figure 2) montre une forme similaire à la distribution pour la question précédente. La proportion de réponse sur la catégorie centrale ("5") est proche même si elle est un peu plus élevée parmi les académiques avec 25% des répondants contre 21% dans la population totale. De même, 25% des académiques se situent sur des réponses en deçà (de "1" à "4") contre 42% pour la population française. Aussi, la moitié des académiques se situent au-delà de "5",

Figure 2: Perceptions des effets individuels de la concurrence



Question: "A votre avis, la concurrence est..."
1 une bonne chose, elle pousse les gens à travailler dur et à trouver de nouvelles idées
10 dangereuse, elle conduit à développer ce qu'il y a de pire chez les gens"

Figure 3: Propriété des entreprises



Question: "A votre avis, il faudrait développer ...
 1 la propriété privée des entreprises et des industries
 10 la nationalisation des entreprises et des industries"

et expriment ainsi une perception négative de la concurrence ("dangereuse, elle conduit à développer ce qu'il y a de pire chez les gens") alors que pour la population de référence cela représente 37%, soit 13 points de pourcentage de moins. Comme dans le cas précédent, le constat identique d'une distinction entre population académique et population générale peut donc être avancé. De plus, cette distinction est encore caractérisée par une perception négative.

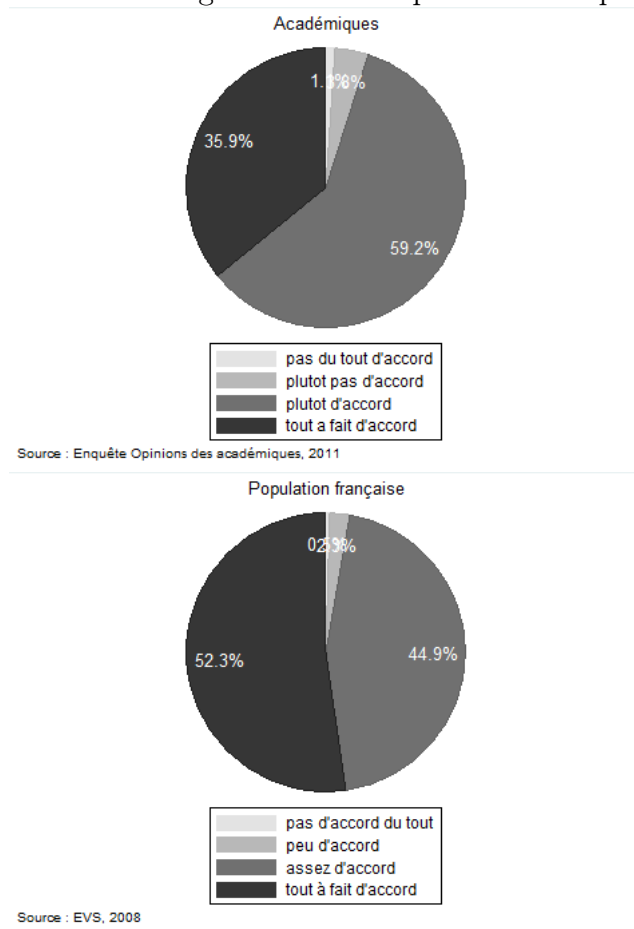
La troisième question porte sur la propriété des moyens de production. Elle fonctionne de la même manière que les deux précédentes avec un auto-placement sur une échelle de 1 à 10 avec l'intitulé suivant : "A votre avis, il faudrait développer 1) la propriété privée des entreprises et des industries et 10) la nationalisation des entreprises et des industries". L'axe

de réponse distingue donc entre propriété privée des moyens de production et propriété étatique ou publique. Les résultats, présentés dans la figure 3, montrent encore une fois une spécificité des EC français vis-à-vis de la population française. En effet, une proportion plus importante d'EC se situe au-dessus de la catégorie centrale, tandis qu'une proportion plus faible se positionne en-deçà de ce point. 31% des EC se situent sur la catégorie centrale "5", alors que 34% de la population française en fait de même. Aussi, il est à noter que 18% des académiques se trouvent en deçà contre 37% parmi la population générale, soit un écart de presque 20 points de pourcentage. Enfin, de nouveau la moitié de la population des académiques a choisi une réponse au-delà de "5" et se rapproche ainsi de l'idée d'une "nationalisation des entreprises et des industries" contre 29% dans le cas de l'autre population. Avec cette troisième question, nous obtenons donc le même résultat qu'avec les deux précédentes.

Les deux questions suivantes sont construites différemment, puisqu'elles sont fondées sur le degré d'acceptation des répondants à l'égard d'assertions concernant l'esprit d'entreprise et l'importance des profits. Dans cette perspective, l'acceptation est mesurée au travers de quatre items de réponse possible : "pas du tout d'accord", "plutôt pas d'accord", "plutôt d'accord" et "tout à fait d'accord". La première assertion concerne l'esprit d'entreprise : "la capacité d'entreprendre doit être encouragée". Sur cette question, la différence entre les académiques et la population française se fait sur la répartition entre les répondants "plutôt d'accord" et ceux "tout à fait d'accord" (Figure 4). En effet, moins de 5% des répondants ont choisi de s'opposer à la proposition (contre 3% au sein de la population de référence), mais 60% sont "plutôt d'accord" (45% au sein de la population française) et 36% "tout à fait d'accord" (52% dans la population de référence). On observe donc un écart de 16 points sur le dernier item de réponse. La différence entre la population des EC et celle de référence est donc moins importante que précédemment et porte bien plus sur l'intensité du niveau de perception qui est globalement positive.

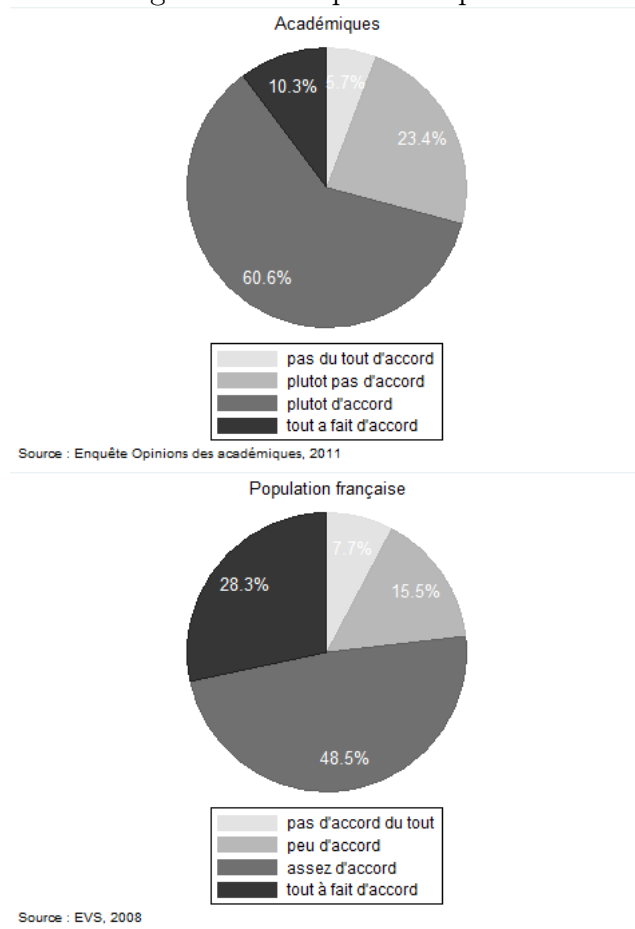
Enfin, nous retrouvons un schéma similaire pour ce qui est de l'importance des profits pour une entreprise. Ainsi, 71% des EC sont d'accord avec l'assertion "Pour que l'économie fonctionne, il faut que les entreprises fassent des profits", soit une proportion proche de celle de la population totale qui est de 77% (Figure 6). Encore une fois, la différence porte sur le niveau d'intensité puisque 61% des académiques sont "plutôt d'accord" et 10% "tout

Figure 4: Encouragement de la capacité d'entreprendre



Question: "Selon vous, la capacité d'entreprendre doit être encouragée ?"

Figure 5: Perception du profit



Question: "Pour que l'économie fonctionne, il faut que les entreprises fassent des profits ?"

à fait d'accord", alors qu'ils sont respectivement 48 et 28% parmi les répondants du volet français de l'EVS.

Ainsi, une simple comparaison entre les résultats de notre enquête avec ceux de l'EVS, nous montre que les académiques français se distinguent nettement du reste de la population française quant à leurs perceptions des éléments fondamentaux de l'économie de marché, dans la mesure où cette population tend à exprimer des perceptions plus négative que la population générale.

4 Opinions sur la mondialisation

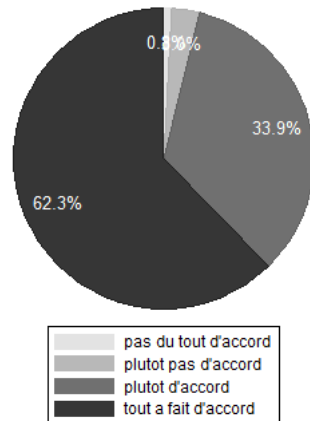
Le deuxième ensemble de question porte sur la mondialisation. Malheureusement, elles sont propres à notre enquête et ne permettent donc pas une comparaison avec la population française. Dans notre étude, la mondialisation est abordée au travers de ses trois composantes : la circulation des personnes, la circulation des biens et services et la circulation des capitaux. Pour chaque composante, nous posons une question formulée de manière identique⁷ avec les mêmes quatre items de réponse précédents.

L'élément le plus notable parmi les réponses réside dans le différentiel de perception entre les différentes composantes de la mondialisation. La libre circulation des personnes est très valorisée puisque plus de 96% des EC répondants sont tout à fait d'accord (62%) ou plutôt d'accord (34%) avec le fait qu'il s'agit d'une très bonne chose. Dans le même temps, l'adhésion est nettement plus faible en ce qui concerne la circulation des biens et des services. En effet, 83% des répondants évaluent la circulation des biens et services comme une bonne chose, soit une diminution de 13 points par rapport aux individus favorables à la circulation des personnes. En outre, la répartition entre les répondants "tout à fait d'accord" et ceux "plutôt d'accord" est très différente puisque 28% se situent dans l'item le plus positif, soit une baisse de 34 points de pourcentage, et 55% se situent dans l'item en dessous. Cette diminution est encore plus importante en ce qui concerne la circulation des capitaux. En effet, une baisse de 30 points de pourcentage par rapport à la mobilité des marchandises et de 43 points par rapport à celle des personnes est à noter. Seulement une courte majorité (53%) juge positivement la mobilité des capitaux.

Il apparait donc que les répondants différencient clairement entre les trois composantes de la mondialisation. Bien que globalement positifs à l'égard des trois principes de libre-circulation, ils favorisent nettement le mouvement des personnes et sont bien plus mesurés en ce qui concerne les mouvements des capitaux.

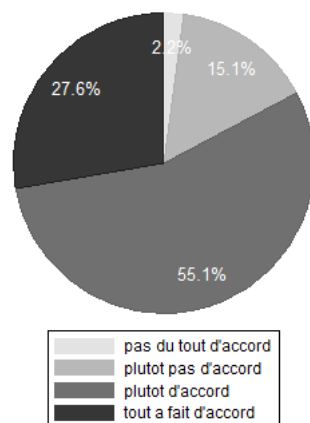
⁷La question est "le fait que [les personnes / les biens et les services / l'argent et les capitaux] puissent circuler librement est une très bonne chose.

Figure 6: Perceptions de la mondialisation



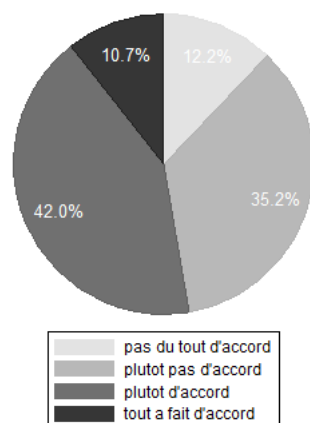
Source : Enquête Opinions des académiques, 2011

Question: "Le fait que les personnes puissent voyager facilement d'un pays à l'autre est une très bonne chose ?"



Source : Enquête Opinions des académiques, 2011

Question: "Le fait que les biens et services puissent être échangés facilement d'un pays à l'autre est une très bonne chose ?"



Source : Enquête Opinions des académiques, 2011

Question: "Le fait que l'argent et les capitaux puissent circuler facilement d'un pays à l'autre est une très bonne chose ?"

5 Méthode d'allocation d'une ressource rare

Enfin, pour affiner les positions vis-à-vis de l'économie de marché, nous avons utilisé une "simulation sur table" portant sur l'allocation d'une ressource rare. Cette question est une variante de celle utilisée par Kahneman *et al.* (1986) et Frey et Pommerehne (1993) portant sur l'évaluation de différents mécanismes d'allocation d'un bien pour lequel on observe une pénurie temporaire. Plus exactement, nous reprenons la formulation proposée par Goossens et Méon (2010) dont l'énoncé porte sur un bien fongible ce qui en interdit un usage successif. L'intitulé exact est le suivant :

Dans une ville, un magasin vend du sel de déneigement à 1 Euro le sac. Le gérant possède un stock de 100 sacs. A la suite d'une tempête de neige imprévue, la demande de sel est de 200 sacs. D'après vous, quelle est le meilleur moyen de distribuer le stock de sac de sel ?

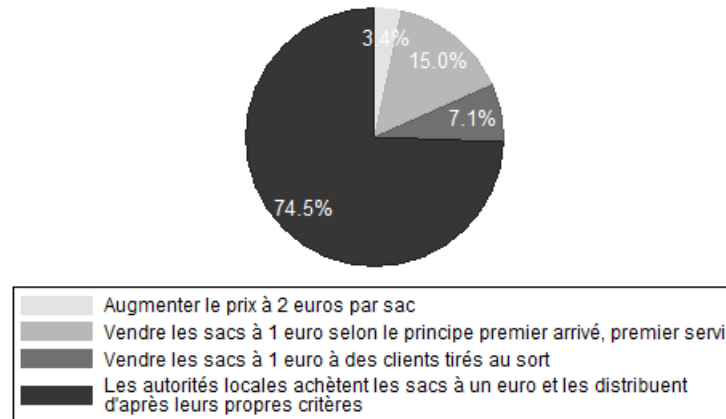
1. Augmenter le prix à 2 Euro par sac ;
2. Vendre les sacs à 1 Euro selon le principe premier arrivé, premier servi ;
3. Vendre les sacs à 1 Euro à des clients tirés au sort ;
4. Les autorités locales achètent les sacs à un Euro et les distribuent d'après leurs propres critères.

L'objectif de la question et des quatre réponses proposées est de connaître les préférences des répondants concernant la méthode d'allocation d'une ressource rare (en l'occurrence le sel de déneigement) pour laquelle la demande excède l'offre. Quatre méthodes sont proposées, dans l'ordre, par la marché, par la "file d'attente" qui mélange mécanisme de marché et hasard, par un hasard complet, et, enfin, par une solution que l'on peut qualifier d'administrative ou étatique.

La figure 7 présente les choix des répondants. Nous remarquons immédiatement qu'une très faible proportion, environ 3% des répondants, choisissent la solution marchande pour allouer la ressource rare. Inversement, une écrasante majorité (plus de 74%) est favorable à la situation administrative. Enfin, la solution hasardeuse (tirage au sort) est deux fois plus choisie (7%) que la solution marchande, tandis que le mécanisme de file d'attente est cinq fois plus choisi (15%). Ainsi, grâce à ce test simple, nos observations précédentes montrant

Figure 7: Méthode d'allocation d'une ressource rare

Dans une ville, un magasin vend du sel de déneigement à 1 euro le sac. Le gérant possède un stock de 100 sacs. A la suite d'une tempête de neige imprévue, la demande de sel est de 200 sacs. D'après vous, quelle est le meilleur moyen de distribuer le stock de sac de sel ?



Source : Enquête Opinions des académiques, 2011

une défiance vis-à-vis du fonctionnement de l'économie de marché de la part des EC, sont confirmées et même amplifiées. En effet, les EC valorisent clairement l'approche étatique par rapport à l'approche marchande.

De plus, il est intéressant de noter que ce sont les EC des groupes CNU 01 (droit et science politique) et 02 (économie et gestion) qui choisissent le plus souvent la solution par le marché avec 14% des répondants dans chaque groupe. Nous retrouvons ici un résultat classique de la littérature comparant les rapports entre la formation économique et les préférences à l'égard des mécanismes de marché (Frey et Pommerehne, 1993). En revanche, ce sont les EC rattachés aux mathématiques qui favorisent le moins la solution étatique (62%) et, dans le même temps, le plus celle de la file d'attente (23%). Enfin, le groupe des langues étrangères (groupe CNU 03b) est celui qui met le plus en avant la solution du hasard avec 12,5% des choix.

6 Conclusion: les pistes explicatives d'une spécificité

Les premiers résultats descriptifs de notre enquête montrent donc une forte réticence des enseignants-chercheurs français vis-à-vis des principes fondamentaux de l'économie de marché. Dès lors, il semble possible de parler de spécificité de cette catégorie de la population. Les caractéristiques spécifiques des EC, ou plus globalement des académiques

ou des intellectuels, a fait l'objet d'un certain nombre d'études. Il a notamment été mis en évidence une tendance importante de cette population à se situer à gauche de l'espace politique ⁸ en particulier dans le cas des USA (Lazarsfeld et Thielens, 1958; Klein et Stern 2005, Gross et Simmons, 2007 ; Gross et Fosse, 2012) et un peu moins dans le cas français (Caute, 1964 et Rios et Magni Berton, 2003). Les principaux facteurs explicatifs reposent sur le capital culturel (Ladd et Lipset, 1976), la perception de soi et du groupe (Brint, 1985), l'appartenance générationnelle (Bell, 1976), les intérêts de classe (Lamont 1987, 1992), le niveau de formation (Fosse and Gross, 2012), ou encore l'auto-sélection et la sélection à l'entrée de la profession (Klein et Stern, 2005; Klein et Western, 2004-2005) L'explication du positionnement politique des intellectuels permet alors d'expliquer leur attitude vis-à-vis de l'économie de marché. Pour autant, il y a une limite importante à l'assimilation entre positionnement politique et opinions économiques. En effet, le positionnement politique ne paraît pas historiquement homogène puisque lors de la période d'entre-deux guerres, de nombreuses figures d'extrême droite faisaient partie des élites académiques françaises (voir Leymarie et Sirinelli, 2003, ou Winock, 1999). Et ce positionnement politique s'accompagnait également d'une attitude défavorable vis-à-vis de l'économie de marché. D'autres explications, que celles utilisées pour expliquer les positions politiques, sont donc à rechercher.

Nozick (1997) propose une explication qui part de l'observation selon laquelle les universitaires connaissent une plus grande réussite dans le système scolaire que dans le monde de l'économie de marché. Cette expérience les amène alors à valoriser un système distributif de type "scolaire" qui est centré sur le savoir et une autorité impartiale, puisque ce dernier serait "plus juste" que le système distributif associé au marché. Cette hypothèse a été en partie confirmée pour la France (Rios et Magni Berton 2003). Néanmoins, l'explication proposée se heurte, encore une fois, à une difficulté empirique dans le cas français. Il est important de noter que la carrière des universitaires français est dépendante d'un "marché académique" qui est très différent d'un marché concurrentiel ou du marché académique nord-américain à bien des égards, et que les circulations entre sphère universitaire ou de recherche et activités marchandes privées restent plus rares en France. Par conséquent, si les EC connaissent bien le système scolaire, ceci n'est pas forcément valable pour le système

⁸Ceci est vérifié dans notre enquête au travers de l'auto-placement sur l'échelle gauche-droite.

économique. Donc, contrairement à ce que l'hypothèse de Nozick avance, les EC français n'ont pas nécessairement l'expérience suffisante pour comparer leur réussite sur le "marché" avec leur réussite au sein du système scolaire. C'est donc dans cette distance au marché qu'il faut peut-être rechercher cette spécificité des EC français. En effet, il est possible que ce soit l'éloignement vis-à-vis du fonctionnement de l'économie de marché, tant dans leur formation que dans leur expérience professionnelle, c'est-à-dire leur connaissance théorique et empirique, qui explique ces opinions à l'égard de l'économie ; ce qui laisse la possibilité de nouveaux travaux empiriques.

7 Références bibliographiques

Alesina, A., et G-M. Angeletos, 2005, "Fairness and Redistribution", *American Economic Review*, 95(4): 960-80.

Bell, D., 1976, *The Cultural Contradictions of Capitalism*, New York : Basic Books.

Bénabou, R. et J. Tirole, 2006, "Belief in a Just World and Redistributive Politics.", *Quarterly Journal of Economics*, 121(2): 699-746.

Bréchon, P. et J-F. Tchernia (eds.), 2009, *La France à travers ses valeurs*, Paris, Armand Colin.

Brint, S., 1985, "The Political Attitudes of Professionals", *Annual Review of Sociology*, 11: 389-414.

Caplan, B., 2002, "Systematically biased beliefs about economics: robust evidence of judgemental anomalies from the survey of Americans and economists on the economy", *Economic Journal*, 112: 433-458.

Caute, D, 1964, *Communism and the French Intellectuals*, New York: Macmillan.

Cipriani G.P., D. Lubian, et A. Zago, 2009, "Natural born economists?", *Journal of Economic Psychology*, 30: 455-468.

Fosse, E. et N. Gross, 2012, "Why are Professors Liberal ?", *Theory & Society*, 41:127-168.

Frey, B.S. et W.W. Pommerehne,, 1993, "On the fairness of pricing: an empirical survey among the general population", *Journal of Economic Behavior and Organization*, 20: 295-307.

Goossens, A. et P-G. Méon, 2010, "The impact of studying economics, and other disciplines, on the belief that voluntary exchange makes everyone better off", *CEB Working Paper*, 10/012.

Guiso, L., P.Sapienza et L.Zingales, 2006, "Does culture affect economic outcomes?", *Journal of Economic Perspectives*, 20(2): 24-48.

Kahneman, D., J.L. Knetsch, et R. Thaler, 1986, "Fairness as a Constraint on Profit Seeking: Entitlements in the Market", *American Economic Review*, 76(4): 728-741.

Klein, D. et C. Stern, 2005, "Professors and their politics: the policy views of social scientists", *Critical Review*, 17: 257-303.

Klein, D. et A. Western, 2004-2005, "Voter registration of Berkeley and Stanford faculty", *Academic Questions*, 18: 53-65.

Ladd, E., and S. Lipset, 1975, *The Divided Academy: Professors and Politics*, Toronto: McGraw-Hill.

Lamont, M., 1987, "Cultural capital and the liberal political attitudes of professionals: comment on Brint", *American Journal of Sociology*, 92: 1501-1506.

Lamont, M., 1992, *Money, morals, and manners: The culture of the french and american upper-middle class*, Chicago: University of Chicago Press.

Lazarsfeld, P., and W. Thielens, 1958, *The Academic Mind*, New York: Free Press.

Leymarie, M., et J. P. Sirinelli, 2003, *Histoire des Intellectuels d'Aujourd'hui*, Paris: Presses Universitaires de France.

North, D. C., 1988, "Ideology and political/economic performance", *Cato Journal*, 8(1) : 15-28.

North, D. C., 1990, "Institutions, ideology, and economic performance", *Cato Journal*, 11(3) : 477-488.

Nozick, R., 1997, "Why Do Academics Oppose Capitalism?" In Nozick, R., *Socratic Puzzles*, Cambridge, MA: Harvard University Press.

Rios, D., et R. Magni-Berton, 2003, *La Misère des Intellectuels*, Paris: L'Harmattan.

Saint-Paul, G., 2010, "Endogenous indoctrination: Occupational choices, the evolution of beliefs and the political economy of reforms", *The Economic Journal*, 120(may): 325-353.

Wasmer, E., et T.Mayer, 2009, "Is there a consensus among French economists ?", MPRA Paper No. 18584.

Whaples, R., 2006, "Do Economists Agree on Anything? Yes!", *Economists' Voice*,
www.bepress.com/ev, november

Winock, M., 1999, *Le siècle des intellectuels*, Paris: Editions du Seuil.